

Alliance pour une politique climatique responsable

Communiqué de presse du 25 novembre 2008

La protection du climat et la justice vont de concert

Bases pour une loi sur le CO₂ efficace et ouvrant des perspectives d'avenir

C'est mercredi que le Conseil fédéral va débattre de la révision de la loi sur le CO₂. L'Alliance pour une politique climatique responsable exige que le fondement de la loi révisée soit la justice vis-à-vis des pays et des hommes de l'hémisphère sud. Il faut remédier au risque de voir la planète se réchauffer à un rythme accéléré moyennant une ambitieuse réduction des émissions dans les pays industrialisés. A cette fin, l'Alliance pour une politique climatique responsable présente un document répertoriant diverses exigences. L'impératif tient en l'occurrence en ces termes: la hausse mondiale de la température doit rester inférieure à 2 degrés Celsius. Cela signifie notamment une réduction des 40% au moins des émissions suisses de gaz à effet de serre d'ici à 2020.

La consultation qui sera lancée ce mois en vue de réviser la loi sur le CO₂ ouvre le débat décisif sur la politique climatique de la Suisse d'ici à 2020 et fixe un cadre pour la contribution de notre pays à la politique climatique internationale.

Le changement climatique est bien plus rapide que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat ne l'avait prévu dans son rapport de l'ONU sur le climat publié en 2007. Les émissions mondiales de CO₂ doivent atteindre leur paroxysme en 2015 au plus tard puis rapidement diminuer. C'est la seule manière de respecter la limite des 2 degrés Celsius de hausse de la température de la terre, définie comme un maximum supportable par les spécialistes du climat. Cela exige des nations industrialisées – qui ont construit leur fulgurant développement économique de ces 150 dernières années sur une énorme consommation d'énergies fossiles – qu'elles réduisent leurs émissions de 40% d'ici à 2020 (par rapport à 1990).

Cela vaut pour la Suisse aussi! Cette réduction des émissions doit se faire entièrement à l'intérieur du pays. De surcroît, les émissions grises occasionnées par notre pays à l'étranger sont à réduire d'un ordre de grandeur similaire. Pour permettre aux pays les plus pauvres et les plus touchés de s'adapter aux changements climatiques et afin de stopper la déforestation à l'échelle du globe, un soutien financier et technologique des pays industrialisés est incontournable. Ce n'est qu'avec de telles réductions et mesures que les nations industrialisées permettront aux pays en développement et aux pays émergents de parvenir à se développer économiquement, ce qui n'est que justice à l'échelon mondial. Dans ces conditions, il y aurait une chance pour que les pays défavorisés jusqu'ici soient d'accord de s'associer aux négociations du sommet décisif sur le climat qui aura lieu en 2009 à Copenhague et pour que l'on parvienne à décider d'une politique climatique mondiale efficace d'ici à 2020.

Selon Rosmarie Bär, porte-parole de l'Alliance pour le climat, la Suisse, avec la révision de la loi sur le CO₂, a la possibilité et le devoir de veiller à la mise en place d'une politique climatique nationale efficace et d'émettre ainsi un signal fort sur la scène internationale. Pays prospère, la Suisse devrait prendre les devants et, par son action, donner de la substance au terme de justice.

Composée de 54 organisations issues des domaines du développement, de l'Eglise, de la santé, des associations spécialisées, des syndicats et de la protection de l'environnement et des consommateurs, l'Alliance pour une politique climatique responsable exige du Conseil fédéral et de l'économie qu'ils prennent enfin pleinement conscience des changements climatiques dangereux et rapides en cours, mettent fin aux marchandages sur des détails et se positionnent en tête des partenaires dans les négociations par une proposition de réduction substantielle. C'est le document «Conditions liées à la politique climatique de la Suisse d'ici à 2020» qui sous-tend une telle approche.

Télécharger le document «Conditions liées à la politique climatique de la Suisse d'ici à 2020»:

http://www.alliancesud.ch/francais/files/T_NgCO.pdf

Pour tout complément d'information:

Rosmarie Bär, Alliance Sud, tél. 031 390 93 32 ou 079 506 40 66

Bernhard Piller, Fondation Suisse de l'Energie SES, tél. 044 271 54 64

Patrick Hofstetter, WWF Suisse, tél. 076 305 67 37

Annexe: Les 54 organisations de l'Alliance pour une politique climatique responsable

Membres de l'Alliance pour une politique climatique responsable

ACSI – Associazione Consumatrici della Svizzera italiana
Actif-trafiC – en avant toute!
Agence des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (AEE)
Alliance Sud
Association Suisse pour la Protection des Oiseaux ASPO / BirdLife Suisse
ATE – Association transport et environnement
ATTAC Suisse
Bethlehem Mission Immensee
Biomasse Suisse
Bruno Manser Fonds (BMF)
CIPRA Suisse – Commission Internationale pour la protection des Alpes
Claro fair trade SA
Communauté suisse de travail pour la nature et le patrimoine national
Coordination Energie
Déclaration de Berne
DM – échange et mission
ECOPOP – Association Ecologie et Population
Energie-bois Suisse
Equiterre – Partenaire pour le développement durable
Fédération romande des consommateurs – FRC
Fédération Suisse des Amis de la Nature
FiBL – Institut de recherche de l'agriculture biologique
Forum Session des Jeunes
gibbeco – Genossenschaft Information Baubiologie
Greenpeace
Hausverein Schweiz HVS
Initiative des Alpes
INWO – comité d'action pour une économie de marché sans capitalisme
Les verts suisses
Médecins en faveur de l'environnement
Minergie – Meilleure qualité de vie, faible consommation d'énergie
Mountain Wilderness Suisse
My Climate
Ökozentrum Langenbruck
OeKU – Eglise et Environnement
Pain pour le prochain
PanEco – Stiftung für nachhaltige Entwicklung und interkulturellen Austausch
Pro Natura
PS Suisse
SES – Fondation Suisse de l'énergie
SEV – Syndicat du personnel des transports
SKF – Ligue suisse des femmes catholiques
SKS – Stiftung für Konsumentenschutz
SolarSpar
SSES – Société suisse pour l'énergie solaire
SSF – Schweizerischer Schutzverband gegen Flugemissionen
Swiss – éole
Swissaid
SWISSOLAR
Travail.Suisse
USS – Union syndical suisse
VBU – Vereinigung Bündner Umweltorganisationen
VKMB Kleinbauern-Vereinigung
WWF – for a living planet